

Unité bidépartementale Eure Orne
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 22/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MANOIR PITRES

Usine du Manoir
12 rue des Ardennes
27590 Pîtres

Références : 158/2024/UBDEO/ERA/DB
Code AIOT : 0005800545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2024 dans l'établissement MANOIR PITRES implanté 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pîtres. L'inspection a été annoncée le 23/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un arrêté de mise en demeure a été prononcé en date 17 décembre 2018 visant la réalisation d'une étude de mise en conformité et d'amélioration de la captation des gaz chauds et des poussières émis par les fours à arc X, M et le convertisseur AOD. Conjointement, une procédure de consignation d'une somme de 30 000 euros a été engagée par arrêté de consignation du 17 décembre 2018 concernant la réalisation de l'étude.

Au cours de la visite d'inspection du 7 avril 2023, l'inspection des installations classées a constaté des faits "susceptibles de suite" concernant l'amélioration de la captation des fours à arc X, M et du convertisseur AOD, la maintenance des dépoussiéreurs et l'opacimètre de la cheminée 1'.

L'exploitant a communiqué des documents justificatifs en réponse à l'inspection des installations classées dans son courrier n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023. Il s'était engagé via ce courrier à fournir les justificatifs manquants.

Suite à un signalement, l'inspection des installations classées a été destinataire de résultats d'analyse en spectrométrie gamma de deux échantillons prélevés au niveau de l'unique point de rejet en Seine des eaux du site Manoir Pîtres. Le rapport d'essai n°32470C-1 de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD) présente des activités massiques en Bq/kg sec supérieures aux valeurs d'exemption du tableau 1 de l'annexe 13-8 du code de la santé publique (1 kBq/kg pour la chaîne naturelle de l'uranium 238 et ses produits de filiation ; aussi 1 kBq/kg pour la chaîne naturelle du thorium 232 et ses produits de filiation) laissant supposer la présence de substances radioactives d'origines naturelles (SRON).

-> L'objectif des visites du 15 et 22 avril 2024 est de contrôler :

- les dispositions prises par l'exploitant pour respecter l'arrêté de mise en demeure du 17 décembre 2018 portant sur la réalisation d'une étude d'amélioration de la captation de l'atelier fusion, des fours à arc X, M et du convertisseur AOD,
- les dispositions prises par l'exploitant en réponse aux faits "susceptibles de suite" constatés au cours de la visite d'inspection du 7 avril 2023 portant sur l'amélioration effective de la captation des fours à arc X, M et du convertisseur AOD suite à l'étude, la maintenance préventive des dépoussiéreurs, l'enregistrement et le suivi des mesures de l'opacimètre de la cheminée 1',
- les dispositions prises par l'exploitant pour respecter l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023 portant sur le planning d'auto-surveillance des rejets atmosphériques, le contrôle des rejets atmosphériques canalisés et installations de combustion, le contrôle, si besoin, des émissions diffuses, l'étude de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles au niveau des ateliers MMP, B61 et A22, les mesures et l'étude des capacités en eau d'extinction incendie, l'actualisation de l'étude de dangers, l'échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre un incendie suite à l'actualisation de l'étude de dangers,
- l'exploitation potentielle d'une installation relevant de la rubrique 1716-2 (D) "Substances radioactives" de la nomenclature des installations classées et le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 mars 2014 associé,
- la réalisation des mesures d'autosurveillance des rejets aqueux et l'identification de ce qui entraîne des dépassements au niveau du paramètre "matières sèches" (MES).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANOIR PITRES
- 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pîtres
- Code AIOT : 0005800545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Manoir Pîtres est une fonderie spécialisée dans la métallurgie des aciers inoxydables avec deux technologies : moulage statique au sable et réalisation par centrifugation de tubes d'acier à hautes performances. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à "autorisation" au titre des rubriques 1450, 1716, 2545, 2551, 2560, 3240 (IED) à "enregistrement" au titre des rubriques 2515, 2560, 2565, 2760 et à "déclaration" pour d'autres rubriques.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Maintenance et suivi	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.1.1, 3.2.2 et annexe 4. Article 1 de l'arrêté du 2 août 2017	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/05/2023	AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er	/	Astreinte, Consignation	3 mois
4	Actualisation de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 1.7.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Situation administrative - SRON - Rubrique 1716-2 (D)	Code de l'environnement du 11/04/2024, article L.511-1, L.511-2, L.512-8, rubrique ICPE n°1716-2 (D). Instruction ASN/DGPR n°CODEP-DTS-2021-008234	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours
6	Prescriptions applicables aux installations mettant en oeuvre des SRON	Arrêté Ministériel du 03/12/2014, article 2.1, 3 et 3.4 de l'annexe I	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 2.1.1, 4.2.2,	/	Demande de justificatif à l'exploitant,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1		Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etude d'amélioration de la captation des fours X, M et AOD	AP de Mise en Demeure du 17/12/2018, article 1	Levée de consignation, Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Étude d'amélioration de la captation des fours X, M et du convertisseur AOD

L'exploitant a réalisé une étude d'amélioration de la captation des fours à arc X, M et du convertisseur AOD. Le montant des travaux engagés pour l'amélioration dépasse le montant de la somme consignée pour la réalisation de l'étude. ***Sur la base de ces constats, il est considéré que l'exploitant respecte l'arrêté de mise en demeure n°DELE/BERPE/18/1481 du 17 décembre 2018.***

Maintenance et suivi

Il a été constaté la réalisation d'un certain nombre d'actions correctives sur l'amélioration des installations de dépoussiérage des fours AOD/X/M, cabines chalumistes. Le contrôle exhaustif n'a pu être réalisé le 22 avril 2024 du fait de l'exploitant (absence responsable maintenance et manque d'accès à certaines zones). Aussi l'exploitant doit justifier de la réalisation effective de toutes les actions correctives suite à l'étude d'amélioration de la captation, des actions planifiées en 2023, de maintenance préventive des dépoussiéreurs, de calibration et de l'enregistrement des mesures de l'opacimètre de la cheminée 1' n'ont pu être réalisés. ***Ces faits sont susceptibles de donner lieu à une mise en demeure ou sanction si sous un délai court l'exploitant n'a pas fourni les éléments justificatifs nécessaires.***

Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mai 2023

L'exploitant ne respecte pas l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023 : ne sont pas réalisés le planning d'auto-surveillance des rejets atmosphériques, le contrôle des rejets atmosphériques canalisés et installations de combustion, le contrôle si besoin des émissions diffuses, l'étude de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles au niveau des ateliers MMP, B61 et A22, les mesures et étude des capacités en eau d'extinction incendie, l'échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre un incendie suite à l'actualisation de l'étude de dangers. ***Sur la base de ces constats, il est considéré que l'exploitant ne satisfait pas à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°UBDEO/ERA/23/65 du 15 mai 2023.***

Actualisation de l'étude de dangers

L'inspection ne constate pas l'actualisation de l'étude de dangers laquelle constitue une donnée d'entrée de la définition des moyens de lutte contre l'incendie. ***Ces faits sont susceptibles de donner lieu à une mise en demeure ou sanction dans un délai court pendant lequel l'exploitant doit justifier de sa conformité aux prescriptions en fournissant des explications.***

Substances radioactives d'origine naturelle (SRON)

La quantité maximale de SRON est, à la livraison, supérieure au seuil de la déclaration de la rubrique 1716-2 (D). L'installation est exploitée sans la déclaration nécessaire de la rubrique 1716-2 (D). Des prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2014 relatif aux installations 1716-2 (D) ne sont pas respectées.

L'inspection ne peut écarter le risque d'élimination de déchets de sables contenant des substances radiologiquement marquées par une filière non agréée, la dissémination de substances radiologiquement marquées dans l'eau ou le sol présentant de ce fait un risque sanitaire d'exposition (interne notamment) aux rayonnements ionisants. ***Sur la base de ces constats, il est considéré que l'exploitant ne satisfait pas à l'article L. 511-8 du Code de l'environnement, ni aux prescriptions des articles 2.1, 3 et 3.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2014 relatif aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 1716-2-D.***

Rejets aqueux

En 2018, des travaux de séparation du réseau des eaux pluviales et des eaux industrielles avaient été réalisés et avait été mise en place d'une unité de traitement des eaux de process (station ClearDry) à proximité des ateliers "Parachèvement tubes" et "Centrifugation poteyage" et d'une récupération à la source des eaux chargées en produit de ressuage. Cependant l'exploitant ne dispose pas d'un plan à jour des réseaux d'eaux industrielles.

Les dépôts de boues observés en aval du traitement par la station ClearDry, dans le regard contenant la pompe de levage et dans le bassin préleveur sont susceptibles de provoquer des dépassements réguliers en matières sèches (MES). Ces dépôts sont de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. L'inspection ne peut écarter l'hypothèse qu'en cas d'orage, le flux embarque les dépôts de boues jusqu'à la Seine.

Des dépassements réguliers en matières sèches (MES) sont observés et confirmés par les contrôles inopinés des rejets aqueux. Le défaut d'entretien des installations est de nature à augmenter les émissions de polluants dans l'environnement. Les câbles et tuyaux situés en hauteur dans le bassin préleveur contiennent en surface des dépôts de boues de poteyage. L'inspection ne peut écarter l'hypothèse qu'en cas d'orage, le niveau de l'eau monte potentiellement jusqu'à une armoire électrique. L'augmentation du niveau dans le bassin préleveur en cas d'orage présente un risque électrique.

Ces faits sont susceptibles de donner lieu à une mise en demeure ou sanction dans un délai court pendant lequel l'exploitant doit justifier de sa conformité aux prescriptions en fournissant des explications.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude d'amélioration de la captation des fours X, M et AOD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Etude d'amélioration de la captation des fours X, M et AOD
Prescription contrôlée :

Des travaux ont été réalisés par l'exploitant. Ils avaient donné lieu à la déconsignation partielle d'une somme de 219 000 euros via l'arrêté n°UBDEO/ERA/21/41 du 21 avril 2021. Restait consigné un montant de 30 000 euros correspondant au montant estimé de l'étude portant sur la captation efficace des rejets atmosphériques du four à induction repéré X.

Article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°DELE/BERPE/18/1481 du 17 décembre 2018

La société MANOIR PITRES ... est mise en demeure de remettre à Monsieur le Préfet de l'Eure pour le 31 décembre 2019 une étude de mise en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 3.2.2, de son arrêté préfectoral d'autorisation du 6 janvier 2011 en ce qui concerne la captation des poussières et gaz émis par le convertisseur AOD

Article 1 del'arrêté de consignation n°DELE/BERPE/18/1479 du 17 décembre 2018

La procédure de consignation prévue à L.171-8 du Code de l'Environnement est engagée à l'encontre de la société MANOIR PÎTRES sise 12, rue des Ardennes à Pîtres pour un montant de 249 000 euros (deux cent quarante neuf mille euros) répondant au coût des travaux et études nécessaires afin de se conformer aux dispositions prévues par l'arrêté de mise en demeure du 02 août 2017 comprenant le respect des valeurs limites d'émission pour les émissaires référencés 33, 5, 14, 15, 16, 12 et la réalisation d'une étude sur la mise en oeuvre d'une captation efficace des rejets atmosphériques du four à induction repéré X.

Constats :

Dans son courrier n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023, en réponse à l'inspection du 7 avril 2023, l'exploitant a communiqué des documents justifiant de l'amélioration de la captation des fours à arc X, M et du convertisseur AOD (Argon Oxygen Decarburization) :

- annexe 1 : la justification des travaux sur les manches réalisés en 2022 associées aux factures de la société Profiltre,
- annexe 2 : le plan de maintenance préventive à réaliser sur les dépoussiéreurs n°1-2-4-5 Fusion/Fonderie/Ebarbage sur une période allant de 2023 à 2027,
- annexe 3 : un descriptif des interventions à réaliser sur les dépoussiéreurs,
- annexe 5 : le plan d'amélioration (version du 03/04/2023) en plusieurs tranches de travaux "Amélioration dépoussiérage Fusion Arc / Ebarbage" sur la période 2023-2027,
- annexe 6 : le rapport d'audit NEXAIR n°CC0461.21 révision B du 10 mars 2022 portant sur l'amélioration de la captation des installations de dépoussiérage des fours AOD / X / M, cabines chalumistes et ANDROMAT 1 et 2.

En séance, l'exploitant a communiqué le courrier NEXAIR révision A du 1er avril 2022 portant proposition de solutions en réponse à l'audit sur l'amélioration de la captation des installations de dépoussiérage des fours AOD / X / M, cabines chalumistes, ANDROMAT 1 et 2.

L'inspection des installations classées ne dispose pas de la facture associée à l'étude NEXAIR, cependant elle dispose de la facture PROFILTRE n°FA50304 du 22 août 2022 d'un montant de 32 149,54 euros portant sur le remplacement de l'ensemble des manches du dépoussiéreur JEUMONT (convertisseur AOD/four X), nettoyage du caisson, contrôle général du dépoussiéreur ainsi que l'enlèvement et la destruction des anciennes manches.

-> Une étude d'amélioration de la captation des fours à arc X, M, convertisseur AOD, cabines chalumistes, ANDROMAT 1 et 2 a été réalisée. Le montant des travaux engagés (32 149,54 euros) dépasse le montant de la somme consignée pour la réalisation de l'étude (30 000 euros).

L'inspection des installations classées propose la déconsignation d'un montant de trente mille euros (30 000 €) et la levée de l'arrêté de mise en demeure du 17 décembre 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de consignation, Levée de mise en demeure

N° 2 : Maintenance et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.1.1, 3.2.2 et annexe 4. Article 1 de l'arrêté du 2 août 2017
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance et suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Article 3.1.1. Dispositions générales L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction et à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Le brûlage à l'air libre est interdit. Extrait de l'article 3.2.2. Dispositions particulières "La teneur en poussières des rejets de ces installations via la cheminée 1' (définie à l'article 3.2.3.2) est évaluée en permanence avec un enregistrement des teneurs en poussières, à l'aide d'un opacimètre par exemple. Ce dispositif de mesure doit être installé sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les enregistrements des résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cet équipement est régulièrement entretenu et étalonné en particulier suite à la réalisation des contrôles par un organisme agréé." Annexe 4 Liste de conduits canalisés (localisés sur le plan R016) et planning des contrôles des rejets

atmosphériques

Lors des contrôles sur les rejets de la cheminées 1, l'organisme contrôlera séparément l'efficacité du dépoussiéreur du convertisseur AOD et du dépoussiéreur des fours à arc électriques afin de vérifier l'efficacité des deux systèmes de traitement.

...

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 2 août 2017

La société MANOIR PÎTRES prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir que les émissions de chrome (et composés associés) ne soient pas à l'origine d'un risque inacceptable par inhalation identifié dans son évaluation des risques sanitaires, telles que réduction à la source, traitement des rejets ou tout autre moyen d'action. Les moyens et travaux engagés seront décrits et communiqués à l'inspection dans un délai de 6 mois.

Constats :

1. Mise en oeuvre de l'étude d'amélioration de la captation (voir le point de contrôle n°1)

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant, en séance, de bien vouloir présenter les travaux réalisés de manière consécutive au rapport d'audit NEXAIR n°CC0461.21 révision B du 10 mars 2022. Au cours de la visite du 15 avril 2024, l'exploitant a présenté oralement les améliorations apportées :

- le réseau d'aspiration de la ligne d'ébarbage a été refait à neuf. Le diamètre a été diminué afin d'augmenter les vitesses d'aspiration,
- les grilles chalumiste ont été refaites pour une meilleure aspiration,
- les cabines chalumistes fonctionnent la nuit tandis que le four M fonctionne le matin,
- un automate gère le registre le bypass situé entre le four M et les cabines chalumiste,
- le registre bypass associé au dépoussiéreur n°5 situé entre le four X et le convertisseur AOD ne fonctionnait pas. Il a été réparé,
- les manches du dépoussiéreur n°5 ont été changées,
- des coudes du système de soufflerie sont régulièrement débranchés. Le décolmatage des filtres fait l'objet d'un suivi régulier dans le cadre de la maintenance préventive,
- les dépoussiéreurs n°1, 2, 4 et 5 utilisent désormais l'air du réseau du site afin d'améliorer le décolmatage des filtres,
- des durites ont été changées,
- les filtres à manche sont changés tous les 2 ans,
- le vérin qui positionne une rampe de décolmatage a été révisé.

En séance, il a été convenu d'effectuer les constats au cours de la visite d'inspection du 22 avril 2024 et de compléter par des photos en ce qui concerne les parties non accessibles (registre bypass, système de décolmatage ...).

-> L'inspection des installations classées constate que le réseau des cabines chalumiste a été remplacé mais au cours de la visite du 22 avril 2024 nous n'avons pu vérifier la réalisation des autres actions correctives consécutives au rapport d'audit NEXAIR n°CC0461.21 révision B du 10 mars 2022 (annexe 6) en raison de l'absence du responsable de maintenance.

Idem pour le plan d'amélioration du dépoussiérage des ateliers Fusion Arc / Ebarbage (annexe 5) qui planifiait 4 tranches de travaux en 2023 pour un montant de 250 k€ environ.

2. Maintenance des dépoussiéreurs

Le point de contrôle n°1 *Maintenance des dépoussiéreurs* du rapport d'inspection faisant suite à la visite du 7 avril 2023, demandait à l'exploitant, sous 30 jours maximum, d'être en mesure de justifier du contrôle des dépoussiéreurs dans le cadre du plan de maintenance préventive.

Dans son courrier n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023, en réponse à l'inspection du 7 avril 2023, l'exploitant a communiqué des documents justifiant de l'amélioration de la captation des fours à arc X, M et du convertisseur AOD :

- annexe 3 : un descriptif des interventions à réaliser sur les dépoussiéreurs intitulé "Tournée journalière dépoussiéreur" ,
- annexe 2 : le plan de maintenance préventive à réaliser sur les dépoussiéreurs n°1-2-4-5 Fusion/Fonderie/Ebarbage sur une période allant de 2023 à 2027.

Le plan de maintenance préventive fourni (annexe 2) planifie :

- le changement des manches des dépoussiéreurs n°1 et 4 en 2023,
- le changement des manches des dépoussiéreurs n°2 et 5 en 2024.

-> Au cours de la visite in situ du 22 avril 2024, le temps imparti n'a pas permis à l'inspection des installations classées de réaliser les constats permettant de justifier de la maintenance préventive des dépoussiéreurs.

3. Opacimètre de la cheminée 1'

Le point de contrôle n°3 *Opacimètre* du rapport d'inspection faisant suite à la visite du 7 avril 2023, demandait à l'exploitant, sous 30 jours maximum, de justifier de son étalonnage, de sa calibration et d'enregistrer les mesures.

Dans son courrier n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023, en réponse à l'inspection du 7 avril 2023, l'exploitant a :

- communiqué le rapport de remise en service de l'opacimètre de la cheminée 1' (annexe 7),
- informé du fait que la justification de la calibration ne pourrait intervenir avant août 2023 et du passage d'une commande pour cette échéance,
- informé de la possibilité d'enregistrer les mesures par report informatique. Un tableau de compilation était en préparation, en lien avec le service informatique, pour un suivi bi-hebdomadaire et une extraction de données comparées et suivies avec le seuil de poussières autorisé (annexe 10).

Au cours de la visite in situ, l'exploitant informe du fait que les mesures de l'opacimètre sont enregistrées, mais ne sont pas reportées vers le service HSE (Hygiène Sécurité Environnement).

=> Ces faits sont susceptibles de donner lieu à une mise en demeure ou sanction dans un délai court pendant lequel l'exploitant doit justifier de sa conformité aux prescriptions en fournissant des explications.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises, sous 1 mois maximum, pour justifier :

- des actions correctives en réponse au rapport d'audit NEXAIR n°CC0461.21 révision B du 10 mars 2022,
- de l'avancement du plan d'amélioration du dépoussiérage de l'atelier Fusion Arc X, M, AOD et

<p>Ebarbage,</p> <ul style="list-style-type: none"> - du changement des manches des dépoussiéreurs n°1 et 4 en 2023, - de la planification du changement des manches des dépoussiéreurs n°2 et 5 en 2024, - de la maintenance journalière des dépoussiéreurs, - de la calibration de l'opacimètre de la cheminée 1', - de l'enregistrement et du suivi bi-hebdomadaire des mesures de l'opacimètre de la cheminée 1' en comparaison avec le seuil de poussières autorisé, - du report des mesures de l'opacimètre vers le service HSE. <p>Ces éléments justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Dans l'hypothèse où l'action n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/05/2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/05/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite du 7 avril 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dernier contrôle des installations de combustion avait été réalisé en 2017 et datait de plus de trois ans. L'exploitant planifiait le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023. Le dernier contrôle des rejets canalisés selon un plan d'autosurveillance a été réalisé en 2017. Suite à des mises en conformité, le contrôle des émissaires référencés 33, 5 + 14, 15, 16 et 12 avait été réalisé en 2020 et 2021, - le planning de contrôle des postes d'émissions diffuses s'arrêtait au 1er trimestre 2018, - un échéancier des mesures à réaliser ou des actions correctives à envisager n'était pas défini, - l'exploitant planifiait le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023, - l'exploitant avait initié un projet visant à capter à la source les émissions diffuses liées aux ateliers de "passage à la source". L'étude technico-économique de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles pour capter et traiter, si nécessaire, en vue d'atteindre les niveaux d'émissions indiqués, les émissions gazeuses diffuses issues des ateliers MMP, B61 et A22 n'était pas réalisée, - l'exploitant n'avait pas connaissance des capacités en eau d'extinction. Une campagne de mesurage était en cours. L'exploitant planifiait une étude des capacités en eau laquelle serait disponible fin 2023 (en lien avec l'actualisation de l'étude de dangers : voir le point de contrôle n°4) et permettrait de budgéter les travaux à réaliser sur 2024. <p>Ces constats ont conduit l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le préfet de l'Eure de mettre en demeure l'exploitant de respecter des dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 :</p> <p>Article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023</p> <p>La société Manoir Pîtres – 12 rue des Ardennes – 27590 Pîtres, dont le siège social est situé 38, rue des Mathurins - 75008 Paris, est mise en demeure de respecter les articles 3.1.6, 3.2.3.1, 3.2.3.2, 3.2.4, 7.6.4, 9.2.1.1, 9.2.1.2, annexe 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 en:</p>

- sous 3 mois maximum :

- . communiquant le nouveau plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques,
- . contrôlant les rejets atmosphériques des installations de combustion,
- . contrôlant les rejets atmosphériques des rejets canalisés,
- . si besoin, contrôlant les rejets atmosphériques des postes d'émissions diffuses,
- . communiquant les rapports de mesures des rejets atmosphériques,
- . réalisant une étude de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles au niveau des ateliers MMP, B61 et A22,
- . communiquant un échéancier d'engagement global et détaillé visant à capter et traiter, si nécessaire, sous 18 mois maximum, en vue d'atteindre les niveaux d'émissions indiqués, les émissions gazeuses diffuses issues des ateliers MMP, B61 et A22,

- sous 5 mois maximum :

- . procédant aux mesures et étudier les capacités en eau d'extinction incendie,
- . communiquant un échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre un incendie sous 18 mois maximum, si nécessaire renforcés suite aux conclusions de l'étude de dangers.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Constats :

Dans son courrier n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023, en réponse à l'inspection du 7 avril 2023, l'exploitant communique en annexe 9 les documents justifiant du contrôle d'installations de combustion le 5 mai 2023. Il informe du fait qu'il a pris acte de l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023 et démarré certaines démarches visant à :

- communiquer le nouveau plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques,
- contrôler les rejets atmosphériques des rejets canalisés,
- communiquer les mesures de rejets atmosphériques,
- contrôler les rejets atmosphériques des installations de combustion,
- communiquer une étude technico-économique pour capter les émissions de COV sur les installations de passage à la couche des postes MMP, B61 et A22,
- communiquer un échéancier d'engagement global et détaillé pour atteindre les niveaux d'émissions diffuses indiqués dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sous 18 mois,
- procéder aux mesures et étudier les capacités en eau d'extinction incendie. Le cahier des charges est en préparation,
- communiquer un échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre l'incendie sous 18 mois.

En séance du 22 avril 2024, l'exploitant communique le devis de la société Entime n° OFR-8455-001-001/Rév. A/ 09.01.2024 portant sur le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques pour un montant de 24 000 € H.T. Il indique qu'il n'a pas satisfait à l'arrêté de mise en demeure susvisé du fait du placement de la société Manoir Pîtres en liquidation judiciaire.

-> Bien que des installations de combustion aient été contrôlées en mai 2023, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023 :

- le planning d'auto-surveillance des rejets atmosphériques n'est pas réalisé,
- le contrôle des rejets atmosphériques canalisés n'est pas réalisé (l'exploitant estime le montant du contrôle des rejets atmosphériques canalisés et installations de combustion à 24 400 euros HT),
- le contrôle, si besoin, des émissions diffuses n'est pas réalisé (l'inspection estime le montant de

<p>ce contrôle 5 000 euros),</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'étude de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles au niveau des ateliers MMP, B61 et A22 n'est pas réalisée (l'inspection estime le montant de cette étude à 5 000 euros), - les mesures et étude des capacités en eau d'extinction incendie ne sont pas réalisées (l'inspection estime le montant de ces mesures et de l'étude à 5 000 euros), - l'échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre un incendie suite à l'actualisation de l'étude de dangers n'est pas réalisé (l'inspection estime le montant de l'actualisation de l'étude de dangers à 5 000 euros). <p>L'inspection des installations classées estime le montant total des travaux ou opérations à réaliser à 44 400 euros.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Demande n°2 : Considérant que l'exploitant ne respecte pas des prescriptions de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023 dans le temps imparti, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Eure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consignation d'un montant de 44 400 euros conformément au 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, - une astreinte journalière d'un montant de 88 euros conformément au 4° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte, Consignation</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Actualisation de l'étude de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 1.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite du 7 avril 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un nouveau dossier d'autorisation, lié au projet "Poudres", devait intégrer une nouvelle étude de dangers (Réf. Courrier Manoir Pîtres HSE 2017-08-LL du 7/07/2017). Ce projet n'était pas abandonné, - des réflexions portant sur la mise à jour des scénarios de l'étude de dangers étaient engagées, notamment au regard des incidents du 25/07/18 et 27/07/21 (Réf. MIP-SEC-FOR-022 Analyse d'accident PAG sur Machine H) qui ont affecté des ateliers de fusion de métal. Un alternant travaillait sur la définition d'un plan de gestion des situations d'urgence (PGSU). Le PGSU devait intégrer de nouveaux scénarios, la mise en place et la formation d'une équipe de seconde intervention (ESI) ... Le PGSU devait être disponible en septembre 2023, - le PGSU devait constituer un document d'entrée pour le prestataire de service en charge de la mise à jour de l'étude de dangers. L'étude de dangers actualisée devait être disponible à compter de la fin décembre 2023. <p>Ces constats ont conduit l'inspection des installations classées à émettre une observation portant sur l'actualisation de l'étude de dangers: "Au regard de l'avis du SDIS 27 et de la mise en place</p>

d'un plan de gestion des situations d'urgence (PGSU) tenant compte des derniers incidents, présentant de nouveaux scénarios et constituant une donnée d'entrée de l'étude de dangers, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser l'étude de dangers (comprenant les scénarios, les conclusions, les mesures de maîtrise des risques envisagées, le registre de maintenance et de vérification ...)pour le début de l'année 2024."

L'exploitant est mis en demeure via l'arrêté du 15 mai 2023 de communiquer un échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre un incendie sous 18 mois maximum, si nécessaire renforcés suite aux conclusions de l'étude de dangers (voir le point de contrôle n°3). L'actualisation de l'étude de dangers **constitue donc une donnée d'entrée permettant de définir les moyens de lutte contre l'incendie.**

Article 1.7.2. Mise à jour de l'étude de dangers

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante des installations (produits, procédés mis en œuvre, mode d'exploitation ...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Une étude de danger mise à jour est transmise à l'inspection des installations classées **dans un délai de 36 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté. Une proposition d'échéancier de mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques est jointe à celle-ci.

Constats :

Dans son courrier n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023, en réponse à l'inspection du 7 avril 2023, l'exploitant informe : *"Une étude de dangers sera réalisée sur fin 2023, les données de celle-ci pourront amener des conclusions au point précédent, relatif au moyen de lutte contre l'incendie."*

-> Au cours de la visite du 22 avril 2024, l'inspection des installations classées ne constate pas l'actualisation de l'étude de dangers. Ces faits sont susceptibles de donner lieu à une mise en demeure ou sanction dans un délai court pendant lequel l'exploitant doit justifier de sa conformité aux prescriptions en fournissant des explications.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°3 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises, sous 3 mois maximum, pour justifier de l'actualisation de l'étude de dangers.

Ces éléments justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois. Dans l'hypothèse où l'action n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Situation administrative - SRON - Rubrique 1716-2 (D)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/04/2024, article L.511-1, L.511-2, L.512-8, rubrique ICPE n°1716-2 (D). Instruction ASN/DGPR n°CODEP-DTS-2021-008234
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative - SRON - Rubrique 1716-2 (D)
Prescription contrôlée : Rubrique 1716. Substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700 Substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700 autres que celles mentionnées à la rubrique 1735, dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne et pour lesquelles les conditions d'exemption mentionnées au 1° du I de l'article R. 1333-106 du code de la santé publique ne sont pas remplies. 1. Les substances radioactives ne sont pas uniquement d'origine naturelle et la valeur de QNS est égale ou supérieure à 104. 2. Les substances radioactives sont uniquement d'origine naturelle ou la valeur de QNS est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 104. Nota. : La valeur de QNS porte sur l'ensemble des substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700 autres que celles mentionnées à la rubrique 1735 susceptibles d'être présentes dans l'installation. Extrait de l'annexe 1 de l'instruction conjointe ASN/DGPR Depuis le 1er juillet 2018, les activités comportant un risque d'exposition des personnes aux rayonnements ionisants liés à la mise en œuvre de SRON ont été classés en activités nucléaires. Le dispositif repose sur la détermination du caractère SRON d'une substance par des laboratoires accrédités COFRAC selon la méthodologie prévue par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2019 relatif aux caractéristiques radiologiques des matériaux, matières, produits, résidus ou déchets susceptibles de contenir des SRON. Une fois les concentrations massiques en radionucléides naturels présents dans ces substances connues, l'exploitant doit les comparer aux valeurs d'exemption indiquées dans le tableau de l'annexe 13-8 au code de la santé publique ... Lorsque le responsable de l'activité professionnelle met en œuvre uniquement des SRON dont la quantité est supérieure à 1 tonne, le préfet imposera des prescriptions complémentaires prévues au titre de la rubrique 1716-2 (D) via l'arrêté ministériel du 3 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique 1716-2. Constats : Suite à un signalement, l'inspection des installations classées a été destinataire de résultats d'analyse en spectrométrie gamma de deux échantillons prélevés au niveau de l'unique point de rejet en Seine des eaux du site Manoir Pîtres. Un échantillon proviendrait des rejets aqueux tandis que l'autre échantillon aurait été prélevé dans les boues. Le rapport d'essai n°32470C-1 de la CRIIRAD présente des activités massiques en Bq/kg sec supérieures aux valeurs d'exemption du tableau 1 de l'annexe 13-8 du code de la santé publique (1 kBq/kg pour la chaîne naturelle de l'uranium 238 et ses produits de filiation ; aussi 1 kBq/kg pour la chaîne naturelle du thorium 232 et ses produits de filiation) laissant supposer la présence de substances radioactives d'origines naturelles (SRON). La situation administrative de l'établissement ne mentionne pas, jusqu'à présent, d'installation

mettant en œuvre des SRON au titre de la rubrique 1716-2 (D) - Substances radioactives.

L'exploitant a communiqué en séance la fiche de données de sécurité (FDS) du Zircon utilisé en mélange pour le poteyage de pièces de grandes dimensions. La FDS mentionne la présence d'uranium **dont l'activité massique est comprise entre 3,5 et 4,3 Bq/g** et de thorium présentant des activités massiques comprises entre 0,5 et 0,6 Bq/g. Voir photo n°3 de l'annexe 1. La FDS considère le matériau d'origine naturelle comme un produit radioactif et relevant des SRON du fait d'une activité massique comprise entre 1Bq/g et 10 Bq/g.

-> Les activités massiques en Bq/kg sec figurant dans les résultats d'analyse de la CRIIRAD et dans la FDS communiqués sont supérieures aux valeurs d'exemption du tableau 1 de l'annexe 13-8 du code de la santé publique (1 kBq/kg pour la chaîne naturelle de l'uranium 238 et ses produits de filiation).

-> Au regard de l'annexe 1 de l'instruction conjointe ASN/DGPR n°CODEP-DTS-2021-008234, l'inspection constate que le caractère SRON d'une substance doit être déterminé par un laboratoire accrédité COFRAC selon la méthodologie prévue par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2019. Voir la demande n°5 associée au point de contrôle n°5.

Au cours de la visite in situ du 15 avril 2024, l'exploitant a présenté un stockage de 6 sacs de 25 kg de Zircon (voir photo n°1 de l'annexe 1). Il a déclaré l'utilisation d'une tonne de Zircon tous les 5 mois pour les activités de poteyage de pièces de grandes dimensions au sein des installations H et G (voir photos n°5 et 6 de l'annexe 1). Au cours de la visite in situ du 22 avril 2024, l'exploitant a informé du fait que la livraison des sacs de Zircon est conditionnée en palette d'au moins 1 tonne.

L'inspection des installations classées a constaté la présence de poussières et résidus secs de poteyage au Zircon sur les pièces coulées, sur les installations H et G, au sol et dans un caniveau. Voir les photos n°7 à 11 de l'annexe 1. L'exploitant a déclaré en séance que les eaux chargées des résidus de poteyage au Zircon sont stockées dans des containers "IBC" puis transférées pour traitement par floculation, coagulation et filtration dans la station ClearDry.

Suite à la visite in situ des installations des 15 et 22 avril 2024, l'inspection des installations classées ne peut écarter la présence de résidus de poteyage au Zircon dans :

- la station de mélange du produit de poteyage au Zircon (voir photo n°9 de l'annexe 1),
- le réseau de rejet situé en aval de la station de mélange du produit de poteyage au Zircon,
- le réseau de rejet situé en aval des installations H et G (voir photos n°10 et 11 de l'annexe 1),
- les sables (voir photo n°9 de l'annexe 1),
- les boues issues du traitement par la station ClearDry (voir photos n°18 à 22 de l'annexe 1).

L'exploitant n'a pas connaissance de la quantité maximale de substances radioactives présentes dans l'installation.

-> L'inspection des installations classées constate que l'article L. 511-8 du code de l'environnement n'est pas respecté :

- la quantité maximale de substances radiologiquement marquées (Zircon) présentant des traces de radioactivité naturelle, qui selon la fiche de données de sécurité sont supérieures aux valeurs d'exemption de l'annexe 13-8 du code de la santé publique, est à la livraison de la palette de zircon, supérieure au seuil de la déclaration de la rubrique 1716-2 (D) (supérieure à 1 t),
- l'installation est soumise aux prescriptions générales de l'arrêté du 3 décembre 2014,
- l'installation est exploitée sans la déclaration préalable nécessaire.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Demande n°4 : L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Eure de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative <u>sous 15 jours maximum</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en déposant une déclaration conformément à l'article R. 512-47 et suivants du Code de l'environnement en préfecture pour l'activité 1716-2 des ICPE, ou - en cessant définitivement ces activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-12-1 du Code de l'environnement. <p>=> Demande n°5 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, <u>sous 15 jours maximum</u>, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - communiquer les factures d'achat de substances radiologiquement marquées depuis 2 années, - déterminer la quantité maximale de substances radiologiquement marquées présentes dans l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Prescriptions applicables aux installations mettant en oeuvre des SRON

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/12/2014, article 2.1, 3 et 3.4 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions applicables aux installations mettant en oeuvre des SRON
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM - 03/12/14 - 1716 D - Annexe I > 2.1. - Règles d'implantation - aménagement Des règles de construction des locaux et d'exploitation sont mises en place afin de garantir le confinement des substances radioactives.</p> <p>AM - 03/12/14 - 1716 D - Annexe I > 3. - Exploitation - entretien L'installation est conçue et exploitée afin de prévenir toute dissémination de substances radioactives dans l'air, l'eau ou le sol et de limiter les risques d'exposition interne et externe liés aux rayonnements ionisants.</p> <p>AM - 03/12/14 - 1716 D - Annexe I > 3.4. - Propreté Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques. Dans les zones à risques de contamination, un contrôle radiologique (alpha global, bêta global) des eaux de lavage et des poussières est réalisé semestriellement. En cas de résultats supérieurs à deux fois le bruit de fond, l'exploitant réalise une spectrométrie de l'échantillon mesuré. Il détermine l'origine des substances radioactives et prend, le cas échéant, des mesures adaptées pour prévenir la dissémination de substance radioactive.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré en séance :</p>

- une fois mélangé (voir photos n°1 et 2 de l'annexe 1), le produit de poteyage au Zircon est transporté jusqu'aux installations H et G permettant de couler des tubes de grandes dimensions par centrifugation. Selon les déclarations de l'exploitant, la fabrication de pièces de grandes dimensions est anecdotique (1% des activités) au regard de la fabrication des tubes de plus petites dimensions (99% des activités). Voir les photos n°5 et 6 de l'annexe 1,
- le circuit de pulvérisation du produit de poteyage au Zircon des installations H et G est rincé avec de l'eau. Les eaux chargées des résidus de poteyage au Zircon sont stockées dans des container "IBC" puis transférées pour traitement dans la station ClearDry,
- un curage annuel complet des boues de poteyage est réalisé annuellement, y compris l'intérieur des tuyaux ce jusqu'à la Seine. Les boues sont collectées à cette occasion et traitées par la société Véolia Vilparisis. La société en charge du curage a abandonné l'opération du fait du placement de la société Manoir Pîtres en liquidation judiciaire et les boues issues de la dernière opération de curage de la canalisation de rejet en Seine ont été abandonnées dans le regard de prélèvement des eaux de rejet (et repartent en Seine lorsqu'il pleut).
- les déchets issus du grenailage des tubes produits par les installations H et G sont éliminés par la société Véolia Argence 14,
- les boues de poteyage issues de la station ClearDry sont éliminées par la société Véolia Vilparisis.

Au cours des visites in situ du 15 et 22 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté :

- l'existence d'une station de mélange du produit de poteyage au Zircon. Voir photo n°2 de l'annexe 1.
- une fois coulé, un tube de grande dimension coulé dans les installations H ou G contient en surface des résidus secs de poteyage au Zircon. Voir photo n°7 de l'annexe 1,
- une partie des résidus secs de poteyage au Zircon sont présents au sol et sur les installations H et G, ce malgré l'arrêt des installations depuis février 2024 selon les déclarations de l'exploitant. Voir photo n°8 de l'annexe 1.

L'inspection ne constate pas de barrière physique/confinement entre les installations H et G et les autres installations situées à proximité et mettant en oeuvre des sables de fonderie. Voir photo n°9 de l'annexe 1. Les sables sont traités par la société Lhotellier.

- **l'inspection ne peut écarter l'hypothèse que la filière de traitement des sables ne prenne en charge des sables contenant potentiellement des substances radioactives,**
- **l'inspection ne constate pas de risque d'émission atmosphérique par rejet canalisé au moment de la « coulée » compte tenu du fait que la fusion du métal est réalisée au niveau des fours à arc X ou M puis transféré vers les installations H ou G. Voir photos n°5 et 6 de l'annexe 1. En revanche l'inspection des installations classées ne peut écarter le risque que des résidus de Zircon soient diffusés dans l'atelier sous la forme d'émissions diffuses,**

Bien qu'arrêtée depuis février 2024 selon les déclarations de l'exploitant, l'installation de préparation du poteyage est rincée en circuit ouvert avec de l'eau provenant d'un forage. Un caniveau situé autour de l'installation collecte les eaux chargées des résidus secs de poteyage. Voir photos n°10 et 11 de l'annexe 1. L'inspection ne constate pas la présence des containers "IBC" mentionnés par l'exploitant. L'exploitant ne dispose pas d'un **plan à jour** des réseaux d'eau industrielles qui permettrait d'identifier le réseau du rejet aqueux depuis les installations H et G jusqu'à l'installation de traitement des effluents industriels CleanDry (et d'écarter l'hypothèse d'une voie de transfert des eaux de rinçage de l'installation de préparation du poteyage vers le milieu naturel). Voir photos n°22 à 27 de l'annexe 1.

- les mesures d'autosurveillance et contrôles inopinés des rejets aqueux montrent des dépassements réguliers en matières sèches (MES) en concentration, visiblement lors des épisodes

orageux,

- deux dépôts de boues de poteyage (estimé entre 150 et 200 l) sont présents dans le bassin préleveur en aval de la station CleanDry (voir photos n°24 et 25 de l'annexe 1) et entraînent donc des rejets de MES lorsqu'il pleut,

- des câbles et tuyaux du bassin préleveur situés en hauteur contiennent en surface des dépôts de résidus de poteyage. L'inspection ne peut écarter le risque qu'en cas d'orage, le niveau de l'eau monte potentiellement jusqu'à une armoire électrique et embarque les dépôts de boue de poteyage jusqu'à la Seine. Voir photos n°26 à 27 de l'annexe 1.

-> L'inspection des installations classées constate que les prescriptions des articles 2.1, 3 et 3.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2014 relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 1716-2 ne sont pas respectées :

- les règles d'exploitation ne sont pas mises en place afin de garantir le confinement des substances radiologiquement marquées,
- l'inspection ne peut écarter le risque de dissémination de substances radiologiquement marquées dans l'eau ou le sol (via les déchets de sable),
- le mode d'exploitation n'est pas de nature à limiter les risques d'exposition notamment interne liés aux rayonnements ionisants,
- les locaux ne sont pas maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°6 : L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Eure de mettre en demeure l'exploitant, sous 15 jours maximum, de respecter les articles 2.1, 3 et 3.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2014 en :

- identifiant et coupant les voies de transfert des substances radiologiquement marquées,
- suspendant à titre conservatoire l'exploitation de l'installation relevant de la rubrique 1716-2 (dont H et G) tant que la déclaration n'est pas effectuée et les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2014 applicable à la rubrique 1716-2 ne sont pas respectées,
- identifiant les zones à risque de contamination,
- procédant à une caractérisation radiologique par un organisme accrédité des matériaux, matières, produits, résidus ou déchets issus de l'activité conformément à l'arrêté ministériel du 3 juillet 2019,
- déterminant les filières d'élimination de déchet agréées sur la base du niveau de concentration activité massique des radionucléides pères et leurs filiations radioactives issu de la caractérisation,
- définissant et appliquant un plan d'entretien, nettoyage ou curage de l'installation adaptée à l'activité (en nature et fréquence),
- justifiant de l'élimination en filière adaptée des déchets de grenailage des tubes issus des installations H et G, des eaux de rinçage de la station de mélange, des boues issues du traitement par la station ClearDry, des résidus secs de poteyage, des sables situés à proximité des installations H et G, des résidus au sol des installations H et G, des boues issues du curage du réseau aqueux des installations H et G.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 2.1.1, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées,
- prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 4.2.2. Plan des réseaux de l'arrêté du 6 janvier 2011

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 4.3.2. Collecte des effluents de l'arrêté du 6 janvier 2011

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Extrait de l'article 4.3.2.1. Eaux industrielles de l'arrêté du 6 janvier 2011

Une étude relative à la faisabilité de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles afin de collecter séparément et traiter les effluents (source de MES...) issus de l'activité poteyage doit être transmise à l'inspection des installations classées **sous un délai de 36 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté. Le traitement de ces eaux pourra être réalisé par étape, par poste de travail. Toutes les eaux de poteyage doivent être traitées dans un délai de 2 ans suivant la remise de l'étude de faisabilité.

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets de l'arrêté du 6 janvier 2011

-> Eaux résiduelles vers le milieu récepteur : rejet N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

L'exploitant met en œuvre à minima le programme d'auto surveillance suivant:

Paramètres	Type d'échantillonnage	Fréquence
Débit		Mesure en continu (*)
pH		Mesure en continu (*)
Température		Mesure en continu (*)
Couleur dans le milieu	Ponctuel	Mensuel
DCO	Moyen 24h	Hebdomadaire (*)
DBO5	Moyen 24h	Mensuel
MEST	Moyen 24h	Hebdomadaire (*)
Hydrocarbures totaux	Moyen 24h	Mensuel
Azote global	Moyen 24h	Mensuel
Phosphore total	Moyen 24h	Mensuel
Fer	Moyen 24h	Mensuel
Nickel	Moyen 24h	Mensuel
Aluminium	Moyen 24h	Mensuel
Chrome total	Moyen 24h	Mensuel
Argent	Moyen 24h	Mensuel
Manganèse	Moyen 24h	Mensuel
AOX	Moyen 24h	Mensuel
Chrome hexavalent	Moyen 24h	Annuel
Indice phénols	Moyen 24h	Annuel

(*) Cette fréquence est applicable à la mise en place du débitmètre et du préleveur et au plus tard 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Dès notification, la fréquence est mensuelle.

-> Effluents industriels évacués ponctuellement vers le rejet n°1

Une analyse des eaux de purges des cabines à rideaux d'eaux de l'activité «passage à la couche» et de l'activité ressuage (du poste contrôle hall 6) doit être effectuée 2 fois par an sur les paramètres DCO, MES afin de vérifier le respect des valeurs limites de l'article 4.3.9 en concentration avant rejet dans le réseau interne. En cas de non respect des valeurs limites, ces effluents doivent être évacués comme des déchets.

Constats :

En 2018, des travaux de séparation du réseau des eaux pluviales et des eaux industrielles ont été réalisés et permis la mise en place d'une unité de traitement des eaux de process (CleanDry) à proximité des ateliers "Parachèvement tubes" et "Centrifugation poteyage" et d'une récupération à la source des eaux chargées en produit de ressuage. Les eaux traitées par la station Clean Dry sont rejetées avec les eaux pluviales dans l'unique point de rejet en Seine, un prélèvement pour analyse est réalisé dans le cadre de l'autosurveillance dans un regard situé sur la canalisation de rejet en Seine (donc sur l'effluent total contenant les eaux industrielles traitées et les eaux pluviales).

Préalablement à la visite d'inspection du 15 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté des dépassements réguliers en matières sèches (MES) confirmés par les contrôles inopinés des rejets aqueux ainsi qu'un problème d'enregistrement des données dans l'outil d'autosurveillance GIDAF.

En séance, l'exploitant attribue la responsabilité des dépassements en matières sèches (MES) aux orages.

Préalablement à la visite d'inspection du 22 avril 2024, l'exploitant a remédié à l'enregistrement des données dans l'outil d'autosurveillance GIDAF.

La sonde de mesure du PH et de la température n'était plus en contact avec l'eau. Elle a été remise en place par l'exploitant au cours de la visite d'inspection du 22 avril 2024 (photos n°23 et 28 de l'annexe 1).

-> L'inspection des installations classées constate que:

- sont présents des dépôts de boues situés en aval du traitement par la station ClearDry (photos n°18 et 19 de l'annexe 1), dans le regard contenant la pompe de levage (photo n°20 de l'annexe 1) et dans le bassin préleveur (photos n°24 et 25 de l'annexe 1). Ces dépôts seraient issus de la dernière opération de curage et abandonnés par l'entreprise ayant réalisé le curage,
- ces dépôts sont susceptibles de provoquer des dépassements réguliers en matières sèches (MES),
- ces dépôts de boues sont de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement,
- des dépassements réguliers en matières sèches (MES) sont observés et confirmés par les contrôles inopinés des rejets aqueux,
- l'inspection ne peut écarter l'hypothèse qu'en cas d'orage, le flux embarque les dépôts de boues de poteyage jusqu'à la Seine,
- le défaut d'entretien des installations est de nature à augmenter les émissions de polluants dans l'environnement,

- les câbles et tuyaux situés en hauteur dans le bassin préleveur (photos n°26 et 27 de l'annexe 1) contiennent en surface des dépôts de boues. L'inspection ne peut écarter l'hypothèse qu'en cas d'orage, le niveau de l'eau monte potentiellement jusqu'à une armoire électrique. L'augmentation du niveau dans le bassin préleveur en cas d'orage présente un risque électrique,
- l'exploitant ne dispose pas d'un plan à jour des réseaux d'eaux industrielles.

Ces faits sont susceptibles de donner lieu à une mise en demeure ou sanction dans un délai court pendant lequel l'exploitant doit justifier de sa conformité aux prescriptions en fournissant des explications.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°7 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises, sous 1 mois maximum, pour:

- enlever les dépôts de boue présents dans le regard de prélèvement,
- définir et appliquer un plan d'entretien et de curage des réseaux de rejets aqueux adapté à l'activité en nature et fréquence,
- remédier aux dépassements réguliers en matières sèches (MES),
- établir un plan à jour des réseaux d'eau industrielles et pluviales (atelier "Fusion" notamment où sont coulés les tubes de diamètre important),
- prévenir le risque électrique lié à la montée du niveau d'eau dans le bassin préleveur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois